

informations

occitanie

la
cgt

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées
& Languedoc-Roussillon



Luttes en région
Bourse du Travail
de Béziers



A la une
Communiqué de presse



Activité syndicale
Formation professionnelle

N° 251 *Octobre 2020*

Forum du Handicap
au travail

dossier



Editorial 2

A la une 3

• Communiqué de presse

Professions 5

• VOA Verrerie d'Albi

Dossier 7

• Forum du Handicap
au travail



Activité syndicale 11

• La formation professionnelle

IRHS 12

• L'apport utile
des Instituts d'histoire CGT

Activité régionale 13

• L'IRT, petit tour d'horizon

Luttes en région 14

• Bourse du travail de Béziers

Brève 15

• Le 68^e CONGRES de l'UD 66

Notre société a été à nouveau frappée par l'horreur avec l'assassinat d'un professeur d'histoire-géographie. Cet acte a été commis au nom de l'islamisme intégriste. C'est bien cette idéologie et celles et ceux qui la portent qui doivent être combattues sans relâche. Et empêchons de faire le raccourci, comme certains le souhaitent, de stigmatiser telle ou telle partie de la population.

Et cela rajoute au climat déjà anxiogène, avec une crise sanitaire sans précédent qui pèse sur le moral de tous. La 2^e vague de COVID-19 est là, sans que rien n'ait été anticipé par l'Etat depuis plus de 6 mois.

Comment concevoir que rien n'ait été fait en termes d'augmentation de moyens pour de meilleures prises en charges des patients dans les hôpitaux. Les fermetures de lits que nous dénonçons depuis tant d'années sont au cœur des problèmes imposés à la population. Ils contraignent les stratégies possibles pour enrayer la crise sanitaire et justifient les choix politiques de la baisse des effectifs hospitaliers. Non, ce n'est pas un manque d'organisation mais bien un manque de moyens humains et financiers. Des couvre-feux ont été mis en place. A l'heure où j'écris ces lignes, on parle de confinements locaux, ou uniquement le week-end. En résumé, la seule liberté qui va rester est celle d'aller travailler. Dans ce monde façonné par le capital, pour une minorité, c'est bien l'économie qui doit aller de l'avant ! Pour la CGT, la santé des salariés, des citoyens est primordiale !

Quelle honte ! Le fric au détriment de la santé ! Et que dire de la mise en place du fameux "Forfait urgences", forfait payant pour les passages aux urgences sans hospitalisation ? Cette disposition marque un nouveau recul pour l'accès au droit à la santé dans un contexte de crise sanitaire et d'explosion de la pauvreté. C'est dans ce sens que la CGT a lancé une pétition contre la mise en place du "forfait urgences" à faire signer et à partager, sans modération, avec les salariés et les usagers.

J'en terminerai cet édito en parlant du fameux plan de relance de 100 milliards d'euros sur deux ans, l'objectif du gouvernement étant de retrouver en 2022 le niveau d'activité d'avant la crise.

Cet énième plan de relance est avant tout un plan tout à la faveur des plus grandes entreprises sans aucune conditionnalité, ni aucun contrôle. Encore des cadeaux sans contrepartie aux entreprises qui empochent les aides publiques tout en fermant les sites, supprimant des emplois ou encore mettant à mal les conditions de travail ou les rémunérations des salariés.

Sur l'Occitanie, en juin, c'était déjà plus de 37 000 emplois qui avaient disparu ! Il est temps de mettre en place un véritable plan de rupture pour construire la société de demain que nous souhaitons.

Faire autrement, c'est possible et urgent !



Lionel Pastre,

Secrétaire régional CGT Occitanie

occitanie

la
cgt

Comité Régional CGT
Occitanie
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 251 • Octobre 2020

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :
Lionel Pastre

Tél. 05 61 23 35 52

e-mail : cgt.crpm@orange.fr
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :
Comité Régional CGT Occitanie

Imprimé par le
Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE



Communiqué de presse

*La semaine dernière,
le chef de l'Etat a décidé d'imposer
un couvre-feu dans plusieurs
métropoles de France,
dont Toulouse et Montpellier,
en ce qui concerne l'Occitanie,
et ce dès le samedi 17 octobre.
Il est mis en place de 21 heures à
6 heures du matin.
Et ce pour une durée de 4 semaines,
plus 2 supplémentaires après avis
du parlement.*

Autour de Montpellier, 38 communes sont concernées par le couvre-feu. Autour de Toulouse, c'est 103 qui le sont.

Il est utile de rappeler que le couvre-feu est une interdiction à la population de circuler dans la rue durant une certaine période de la journée, qui est généralement la nuit et tôt le matin. À l'origine, ce dernier protégeait des incendies. Il est ensuite entré dans le vocabulaire martial, associé dans l'imaginaire collectif à l'occupation allemande ou à la guerre d'Algérie. L'utilisation de ce terme n'est pas anodine. Ce mot fort, chargé d'évocations guerrières, vise à avoir un effet psychologique sur la population, à jouer le rôle d'une sorte d'électrochoc. Car c'est bien sur un embrasement, celui des contaminations au coronavirus, que le gouvernement tente de poser le couvercle du couvre-feu.

Le premier effet est que la France est coupée en deux parties, celle où la vie continue normalement et celle où la diffusion de la Covid-19 oblige à prendre des mesures drastiques.

Mais ces mesures prises prouvent à nouveau un manque évident de préparation de la 2^e vague de ce virus. Malgré la 1^{re} vague, aucune anticipation n'a été prise. On continue à naviguer à vue, au jour le jour !

Depuis le mois de mars, les annonces, contre-annonces, mensonges font que les salariés, les citoyens ne croient plus en ce que dit ce gouvernement.

Comment concevoir que rien n'ait été fait en termes d'augmentation de moyens pour de meilleures prises en charges des patients dans les hôpitaux. Les fermetures de lits que nous dénonçons depuis tant d'années sont au cœur des problèmes imposés à la population. Ils contraignent les stratégies possibles pour enrayer la crise sanitaire et justifient les choix politiques de la baisse des effectifs hospitaliers. Non, ce n'est pas un manque d'organisation mais bien un manque de moyens humains et financiers. Les conditions de travail des personnels soignants ne permettent plus d'assurer les missions d'accueil de services publics dignes pour les malades. Le Ségur est calqué sur un système de primes qui ne

répond en rien aux manques de moyens réels et désormais visibles de tous. Toujours dans un même schéma de primes inégalitaires, les dernières annonces ne servent que la division des personnels entre des ayants droits et les autres... Alors que les personnels sont à bout de fatigues, le gouvernement agit une nouvelle prime pour celles et ceux qui renonceraient à leurs congés. Tout cela afin d'éviter encore des embauches nécessairement massives.

Depuis des années, notre organisation syndicale dénonce les manques de moyens humains et d'équipement dans les hôpitaux. Malheureusement, cette actualité dramatique fait ressortir cette réalité de façon incompréhensible pour grand nombre de Français ! Il y aura un temps d'après où nous aurons à nous exprimer sur cette terrible crise et cela va nous permettre de mettre encore plus en avant nos propositions en matière de système de santé publique, de son financement et du financement de notre protection sociale en général.

Cela remet au centre de notre société la question de nos services publics ainsi que de notre système de production et de circuit court, portant la nécessité de sanctuariser des secteurs stratégiques répondant à des besoins fondamentaux, en l'espèce : de médicaments, de matériels médicaux, et plus largement d'une industrie assurant l'autonomie en cas de crises...

Communiqué de presse



© Adobe Stock - Mikhaylovsky

Bref, il est urgent que les directions d'hôpitaux, les décideurs au plus haut niveau, cessent cette fuite en avant. Il faut qu'ils et mesurent que la santé est une richesse commune. Nous devons pouvoir travailler dans ce domaine avec tous les moyens nécessaires, c'est une obligation ! Il est temps de soigner les salariés, les patients, et non les déficits !

Les nouvelles mesures sanitaires annoncées par le gouvernement sont toujours paradoxales. Elles vont entraîner des fermetures dans des secteurs déjà très fragilisés. Parallèlement, ces mesures ne prennent pas en compte les risques encourus par les salarié-e-s pour

continuer à produire des richesses du pays. La culture est lourdement frappée alors que les étudiants, les écoliers et lycéens pourront s'entasser dans les amphithéâtres et les classes surchargées...

Toujours dans la même logique paradoxale, il est important que la population puisse bouger et réserver partout pendant les vacances de la Toussaint...

Certains politiques s'élèvent pour dire qu'il ne faut pas polémiquer ou encore qu'il faut tous faire front commun. On nous a déjà vendu cela en début d'année 2020.

Aujourd'hui, on constate que la seule liberté qui va rester est celle d'aller

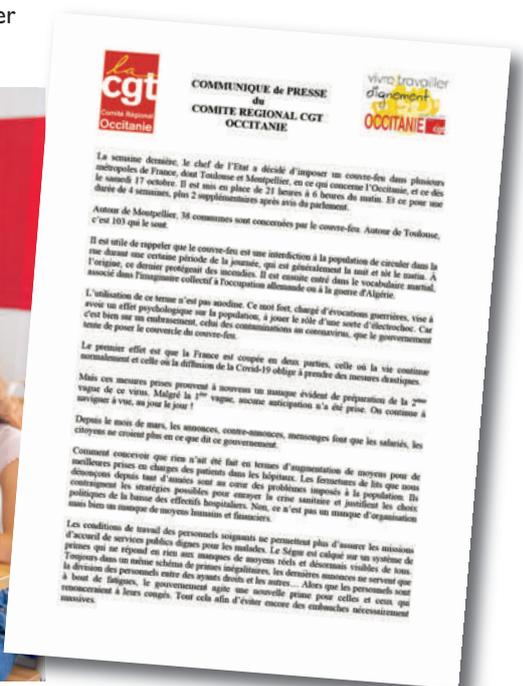
travailler. Dans ce monde façonné par le capital, pour une minorité, c'est bien l'économie qui doit aller de l'avant !

Pour la CGT, la santé des salariés, des citoyens est primordiale ! Nous exigeons des Services publics fortement renforcés par des embauches massives et des moyens financiers conséquents pour prendre en charge dignement les citoyens.

Lionel Pastre,
secrétaire Comité Régional CGT Occitanie.
Toulouse, le 19 octobre 2020



© Adobe Stock - JackF





VOA Verrerie d'Albi

L'histoire de la VOA Verrerie d'Albi, c'est un pan de l'histoire sociale d'Albi, dans laquelle les ouvriers avaient su créer une autre vision du développement économique, au service de l'intérêt des travailleurs, et de l'intérêt général.

Les verriers d'Albi, grâce au soutien du député socialiste, « Jean Jaurès », avaient pu créer leur propre outil de production. « Les murs de la VOA, ont été battis de la chair des hommes, et cimentés de sang et de larmes ». avait-il dit. Malgré les difficultés, les ouvriers, avaient réussi à créer, les conditions de l'émancipation.

Aujourd'hui la VOA est une filiale du groupe verriers Verallia. Ce groupe a été cédé par la multinationale St-Gobain en 2015 au fond d'investissement Américain Apollo Global Management. Lors de cette cession, M. Macron alors Ministre des finances avait participé aux négociations. Celui-ci s'était engagé à l'assemblée nationale à suivre ce fleuron de l'industrie française.

En France Verallia représente 7 Verreries, 2 000 salariés.

En 2019, le groupe génère un chiffre d'affaires de 2,586 milliards (+7 % par rapport à 2018 soit + 170 millions €) les actionnaires se partagent 100 millions d'€

de dividendes, ce qui représente 85 % du bénéfice net.

Malgré des résultats record et en constante augmentation, l'appétit en dividendes des actionnaires ne cesse de grandir. En effet, lors d'un CSE le 12 juin dernier, la direction générale du groupe annonce un plan de suppressions d'emplois national de 130 postes (dont la fermeture d'un Four à Cognac 80 salariés). À la VOA, 30 suppressions de postes et le reste réparti sur les autres sites Français. Il y a 6 mois en arrière, les verriers étaient essentiels à la nation... 6 mois après la direction qui n'a même pas daigné leur accorder la prime MACRON, les remercie en fermant un four et en supprimant des postes de travail sur les 7 usines de production !

Ce PSE concerne tous les salariés, quel que soit leur site, leur emploi, ce n'est pas seulement la fermeture d'un four mais bien une baisse généralisée des emplois et une dégradation globale des conditions de travail dans tout Verallia.

Cette situation n'est pas nouvelle, les licenciements boursiers et les délocalisations font malheureusement parti de ces vieilles pratiques délétères du « monde d'avant ». Ceci pour l'unique intérêt des actionnaires au détriment de l'intérêt des salariés et de l'intérêt général.

Depuis l'annonce du plan social, la coordination des syndicats CGT se bat bec et ongles. En effet, de nombreuses interpellations des pouvoirs publics ont été faites sur le plan national et local. La coordination des syndicats CGT a appelé l'arbitrage du Président de la République. Le 31 août, des représentants furent reçus à Paris, par un conseiller du ministre de l'économie. Ils espèrent une réponse du gouvernement avant le CSE du 22 septembre, lors duquel doit être émis un avis sur le plan de restructuration.

Le mercredi 9 septembre, à l'appel de la coordination CGT, une journée de mobilisation a été organisée sur les 7 sites où un planning de débrayage de 40 heures a été déposé. Cette mobilisation aura été très suivie, plus de 75 % des salariés se sont mis en grève. Pour l'heure, des négociations sont ouvertes sur le site Albigeois. Celles-ci sont à mettre au crédit de la forte mobilisation, de la médiatisation et du soutien interprofessionnel.

Lors de la journée du 9 septembre, des révélations ont été faites par un lanceur d'alerte sur des montages financiers opaques. Des détournements de 559 M d'€ ont transité au Luxembourg puis aux îles Caïmans, l'un des paradis fiscaux le plus connu de la planète. La CGT va demander des explications

VOA Verrerie d'Albi



© AdobeStock-Светлана Лазаренко

complètes et détaillées au Conseil d'Administration, aux actionnaires, à la BPI.

Pour la CGT au vue des dernières informations qui viennent d'être révélées, le PSE doit immédiatement être annulé, le four de Cognac doit être refait et de véritables négociations doivent s'ouvrir et déboucher sur des avancées sociales pour tous les salariés, de l'ouvrier au cadre.

Dans un moment où l'écologie s'impose comme une préoccupation incontournable, la CGT de Verallia avance des propositions concrètes pour redynamiser une économie du verre « made in France » respectueuse

de l'environnement et pourvoyeuse d'emplois au niveau local :

- l'obligation que les bouteilles soient produites à 300 km maximum de leur vignoble,
- fabriquer toutes les bouteilles du marché français en France,
- récompenser les clients de Verallia qui arrêtent leurs importations étrangères,
- réfléchir à l'alternative du fret ferroviaire pour réduire les livraisons par camions,
- e retour d'une taxe carbone pour les poids lourds étrangers circulant en France,

- le retour à la consigne en verre obligatoire sur les eaux et les produits alimentaires,
- contraindre la grande distribution à proposer 50 % d'emballage verrier dans chacune des gammes de boissons vendues et alimentaires (conserves eau jus de fruit...).

La coordination CGT de Verallia ne manque pas de proposition pour que « le jour d'après » ne ressemble pas à celui d'avant. Urgence sociale, urgence environnementale, tous mobilisés !!!





Forum du Handicap au travail

Le 22 septembre dernier, à AUCH (32), s'est déroulé le 3^e forum régional AGEFIPH – CGT. Celui se tient dans le cadre de la convention qui lie l'AGEFIPH (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées) et le Comité régional CGT Occitanie.

Ce partenariat, qui dure depuis de très nombreuses années déjà, est logique. Nous nous rejoignons sur l'objectif de développer l'emploi des personnes handicapées ou de maintenir un salarié dans l'emploi qui deviendrait handicapé (de par son travail ou de par les vicissitudes de la vie).

100 camarades venant de toute la région s'était donc donné rendez-vous à AUCH (32). Bien entendu, toutes les mesures sanitaires pour protéger la santé de tous ont été respectées. Avoir autant de camarades, malgré la période, est une vraie réussite et prouve que l'intérêt et la connaissance pour cette convention est de plus en plus grandissante.

Après le mot d'accueil du Secrétaire général de l'UD du Gers, Eric CANTARUTTI, la matinée a été consacrée à diverses scénettes, interprétées magistralement par la troupe de théâtre « *Mon entreprise est une scène* », autour de situations que l'on rencontre un jour ou l'autre dans nos vies quotidiennes: un aveugle se présentant à un guichet, un autiste

passant un entretien, une personne diminuée physiquement passant un entretien, etc. Il a bien été rappelé que les handicapés fauteuil ne représentent que 2 % des personnes handicapées et que 80 % de handicap ne sont pas visibles.

L'objectif de ces scénettes, avec pédagogie, est de nous renvoyer à nos propres questionnements: comment j'aurai réagi? Est-ce normal de réagir ainsi? Qu'est-ce qui m'amène à réagir ainsi? etc.

Et le débat avec les acteurs a véritablement permis de libérer la parole et de briser la glace qui existe souvent lorsque l'on parle du handicap. La fin de matinée a été dédiée à la présentation et à une démonstration de fauteuil basket avec l'équipe locale de PAVIE (32). Cette équipe a bien mis en avant la combativité, la joie du partage et beaucoup d'émotion de la part de ses joueurs. Et ont bien prouvé que l'acceptation du handicap par le sport est tout aussi important que par le travail.

De plus, comme ils avaient amené quelques fauteuils supplémentaires, de nombreux camarades ont pu échanger quelques ballons et participer à un match... en se rendant compte de la difficulté et de l'engagement physique dont font preuve tous ces sportifs.

La pause déjeuner a également été appréciée d'autant que, mais ce n'est pas une surprise, les camarades gersois avaient prévu les choses en grand. Je leur

adresse un remerciement particulier de la part de tous les participants. On sait recevoir dans le GERS!!!

L'après-midi était consacré à une table ronde avec nos invités (DIRECCTE, CAP EMPLOI32, Médecin du Travail, AGEFIPH et CGT – Alain FOURNES). Chacun a expliqué son rôle, ses domaines d'intervention et les interactions entre les uns et les autres, amenant une vraie appropriation par les camarades des rouages et des diverses instances ou institutions liées autour des questions du handicap, de l'emploi et du maintien dans l'emploi des salariés handicapés.

De nombreuses questions ont été posées et il a fallu mettre un terme, malheureusement trop tôt, à cette journée très intense. Certains avaient encore des questions à poser. Ils pourront le faire auprès de l'animateur régional de cette convention, Alain FOURNES, où lors du prochain forum AGEFIPH-CGT qui aura lieu en 2021.

Merci à tous pour votre participation. Un GRAND, non, un ENORME MERCI à Eric, Virginie, Angèle et tous les joyeux lurons de l'UD32.



© S.B - Comité Régional CGT Occitanie

Forum du Handicap au travail

INTERVENTION de CLOTURE par Lionel PASTRE

Chers Amis, chers Camarades,

Nous voici arrivés au terme de cette journée et il me revient de faire le difficile exercice de conclusion.

Tout d'abord, un grand merci aux camarades de l'UD du Gers qui nous ont accueillis, malgré les contraintes sanitaires, dans des conditions optimales pour cette initiative.

Merci aux invités, Madame SAINT-JARY (DIRECCTE), à Madame NORCA (CAP EMPLOI 32), à Monsieur LAGRAULET (Médecin du Travail) et à Aurélie TARDIEU (AGEFIPH), qui nous ont fait le plaisir de se rendre disponibles et ainsi amener leur expertise lors de cette table ronde. Je n'oublie pas la troupe de théâtre, qui a permis d'introduire au

mieux nos débats ce matin.

Un grand merci aux basketteurs de PAVIE (32). Nous avons tenu à les inviter car, au-delà d'être de grands sportifs, ce sont avant tout des salariés ou des futurs salariés, et l'acceptation du handicap par le sport doit aussi être un moyen non négligeable de l'acceptation du handicap dans les entreprises.

Et puis, un grand merci à vous, les participants, les locaux, gersois, mais également tous les autres, dont certains ont traversé notre belle région pour participer à cette initiative. Vous avez tous, à différents niveaux, amené votre contribution qui a fait que cette initiative puisse être dynamique et appelle à des suites en territoire.

Enfin, j'en termine là avec les merci, je vous rassure, un grand merci à Alain FOURNES qui a en charge de mener à bien la convention régionale entre le Comité régional CGT Occitanie et

l'AGEFIPH, et que vous avez déjà eu loisir d'inviter dans votre entreprise pour régler un problème, proposer des solutions ou encore préparer une négociation sur un accord handicap dans l'entreprise. Et si ce n'est déjà fait, je ne peux que vous inciter à le faire rapidement.

Je le disais, c'est toujours difficile de conclure, surtout que sur cette question du handicap, du maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap, notre responsabilité et notre engagement sont un travail de longue haleine.

Aujourd'hui, le monde du travail souffre, les salariés sont de plus en plus pressurisés, de plus en plus soumis à des organisations du travail pathogènes (c'est-à-dire qui ont un impact sur la santé), de plus en plus seuls, et leurs conditions, autant physiques que mentales, se dégradent. Cette pression génère de plus en plus de burn out, TMS, ou autre... Et la dernière période a bien démontré que les sous effectifs génèrent de nombreux arrêts de travail, en espérant que cela ne se transforme pas en futurs handicapés en puissance.

Les accidents ou les aléas de la vie peuvent conduire à une situation de handicap. Et c'est à l'entreprise et au travail de s'adapter aux femmes et aux hommes et non l'inverse.

Le mal travail coûte 4 % du PIB chaque année, soit l'équivalent de 80 milliards d'euros qui pourraient être mobilisés dans la mise en place d'une réelle politique.



© S.B. - Comité Régional CGT Occitanie



© S.B - Comité Régional CGT Occitanie

La CGT lutte depuis toujours et de plus en plus, pour le bien être au travail, pour que le salarié puisse s'épanouir aussi, en dehors de sa vie personnelle et privée, par ce qu'il crée, ce qu'il amène, ce qu'il pense. Le Handicap, vous l'avez vu aujourd'hui, n'est pas toujours visible. C'est une réalité pour la grande majorité des cas d'ailleurs. Et les salariés n'osent pas forcément en parler dans l'entreprise par peur du regard du patron, par peur du regard de ces collègues, par peur d'être licencié, etc.

En clair, il paye une double peine : subir le handicap (de par le travail, de naissance ou de par les vicissitudes de la vie) et être rejeté (ou en tout cas, en avoir la sensation) et même une triple peine lorsque le handicap provient du travail. Ce sont ces injustices que combat la CGT ! Mener une convention régionale avec l'AGEFIPH, ce n'est pas juste des objectifs et des cases à remplir, mais c'est rendre leur dignité aux salariés, leur prouver qu'ils ont toutes leur place dans l'Entreprise, quel que soit leur âge, quel que soit leur sexe, quel que soit leur origine et quel que soit leur Handicap ! Pour nous, un salarié handicapé est un salarié. POINT BARRE !

Nous continuerons à mener ce combat et notre convention fait que nous pouvons rayonner sur les 13 départements et être à vos côtés pour mener ce combat de rendre cette dignité aux salariés.

Depuis plus de 15 ans, la CGT Midi-Pyrénées, devenue Occitanie, forme et

sensibilise ses militants sur le handicap au travail par cette convention. Un grand nombre de visites d'entreprises, de journées d'études et de stages ont eu lieu et continue d'avoir lieu sur les 13 départements de la région.

Dans les entreprises, les militants de la CGT sont de plus en plus sollicités par des problèmes liés à la santé au travail, aux inaptitudes et au handicap. L'objectif de notre convention, je l'ai déjà dit mais j'insiste, est de bien équiper les camarades, dans les Entreprises, pour leur donner les moyens et promouvoir l'emploi et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Nous avons d'ores et déjà obtenus des résultats remarquables : des salariés qui ont évité le licenciement et qui ont maintenant la joie de pouvoir travailler sur des postes adaptés à leur situation propre, des patrons qui ont pris la mesure de certaines situations et qui ont

changé leur vision, grâce à l'implication des camarades de la CGT.

Bien entendu, il reste de trop nombreux cas non réglés. Mais rien n'est inéluctable, nous pouvons changer le regard des autres et nous pouvons changer les mentalités. Faisons-en sorte que le handicap n'en soit plus un mais devienne véritablement une force pour le salarié, pour le collectif, pour la société ! Lors d'une initiative confédérale d'avril 2019, à Montreuil, la CGT disait : « si des avancées ont été obtenues en faveur des personnes handicapées, il y a aussi eu des reculs, ne permettant pas d'atteindre des résultats probants. En effet, le chômage des personnes handicapées n'a pas cessé d'augmenter et les inaptitudes au travail ont explosé. Malgré des progrès en matière d'inclusion, de maintien dans l'emploi ou de technologies, ce n'est, qu'au travers de nouvelles perspectives d'ancrage par le



© S.B - Comité Régional CGT Occi-

Forum du Handicap au travail

travail que l'on arrivera à sortir de l'ornière et à redonner des perspectives aux personnes en situation de handicap. La CGT demande un « big-bang » du handicap pour que la société puisse vraiment répondre aux besoins des personnes en situation de handicap. La CGT porte en effet l'exigence que le handicap redevienne un enjeu majeur de la protection sociale et joue un rôle précurseur pour améliorer les conditions de travail et éviter ainsi l'apparition de nouveaux handicaps. »

Et c'est bien de tout cela que nous avons échangé aujourd'hui, ensemble. Et je n'ai aucun doute que, motivés comme vous l'êtes, vous sensibiliserez à votre tour des militants à des questions telles que le maintien dans l'emploi ou l'aménagement de poste. Et cela entraînera des conséquences positives sur les conditions de travail de l'ensemble de la communauté de travail.

Je sais que cette journée a été dense, alors je ne vais pas m'éterniser mais je conclus en vous rappelant, ou en vous informant, que le Comité régional CGT Occitanie a démarré, en parallèle de

notre convention AGEFIPH, un projet d'amélioration des conditions de travail (projet FACT) qui a pour thème: « Aider les entreprises à développer des stratégies d'actions en faveur du maintien en emploi des personnes fragilisées par des problèmes de santé ». Nous avons choisi de travailler ce dossier sur la filière du tourisme, dans les TPE et PME, et sur les 13 départements de l'Occitanie. La période de confinement et de pandémie a freiné l'avancée de ce dossier, mais il reprendra très prochainement avec l'objectif de produire une valise pédagogique pour tous les syndiqués CGT Occitanie. Cela aidera encore plus à appréhender et apprécier plus justement les réponses à amener aux salariés concernés.

En attendant, continuons le combat, répondons présents partout où on doit être, et faisons reculer toutes les formes d'injustice ou de discrimination qui existent dans notre société, en réduisant au maximum les inégalités!

On le sait, toutes les formes de discrimination se nourrissent mutuellement. Laisser se développer l'une d'entre elles

ou même simplement la tolérer, c'est ouvrir la porte tôt ou tard à toutes les autres. Dans le monde de la compétition et du profit, on finit toujours par devenir le handicapé de quelqu'un, celui qui freine ou qui gêne, celui qu'il faut éliminer à la première occasion.

Ce combat mené par la CGT doit gêner profondément car nous vivons une période d'attaques foudroyantes contre notre organisation à l'image des attaques contre nos bourses du travail, la dernière en date étant, cela ne devrait pas vous surprendre au vu du locataire de la Mairie, celle de Béziers, et contre nos militants. Nous ne laisserons pas faire ces nostalgiques du bruit des bottes. J'en terminerai en citant un camarade, haut-garonnais de naissance, qui disait « *Il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager!* ». Vous l'avez compris, je cite Georges SEGUY et cette citation colle à la perfection à la manière dont nous devons nous engager pour combattre la vision du handicap qui existe encore dans notre société! C'est tout le mal que je nous souhaite et, avec beaucoup d'espoir dans notre capacité à changer la donne dans les entreprises et dans notre société, je vous remercie à nouveau pour votre présence!

J'en termine là en vous souhaitant un bon retour. Je vous dis à bientôt, ou plutôt, ici, « Adishatz », et je compte sur vous pour continuer à faire vivre la convention régionale entre la CGT et l'AGEFIPH!



© S.B. - Comité Régional CGT Occitanie



© AdobeStock-goodluz

La formation professionnelle

« incapable de répondre aux enjeux »

La loi de septembre 2018 a profondément modifié l'organisation et le financement de la formation professionnelle initiale et continue.

En période de crises, alors que les plans de licenciement se multiplient, alors que les besoins de formation pour les salariés, comme pour les jeunes, augmentent, la réalité du déséquilibre de cette réforme se fait jour.

En terme de financement, pour commencer : un rapport de l'IGAS, écrit avant la crise sanitaire, démontre que la réforme n'est structurellement pas viable financièrement, que ce soit à court, moyen ou long terme. Ce rapport préconise de tout miser sur l'Apprentissage et pour ce faire ponctionner l'argent non utilisé dans les OPCO pour la formation des salariés et supprimer au moins 10 % des postes de fonctionnaires dans les lycées professionnels.

En terme structurel et de réponse aux besoins : le rapport de l'IGAS acte deux choses. A savoir :

- 1- les salariés n'utilisent pas leurs droits
- 2- l'Apprentissage est la seule voie efficace pour la formation professionnelle initiale.

Ces deux éléments sont érigés comme des dogmes alors qu'en réalité ce sont des choix politiques. En réalité, a fortiori en temps de crise, les salariés ont besoin de formation professionnelle, que ce soit pour l'adaptation de leur poste de travail ou plus encore pour leurs projets professionnels personnels, et les jeunes ont besoin d'une formation professionnelle initiale non soumises à des contingences économiques.

Dans ce contexte, quelles actions de la CGT en Région Occitanie sur la formation professionnelle ? Nous voulions avoir ce débat lors d'assises de la formation professionnelle. Malheureusement, les incertitudes sanitaires reportent ce débat en 2021.

En attendant, la CGT Occitanie va éditer un « 4 pages » spécial.

L'important, sur le sujet, n'est pas de nous enfermer dans les débats d'expert. L'important est de rappeler que pour la CGT, la formation professionnelle est liée à la qualification des salariés, et donc à leurs conditions de travail et à leur salaire. Bref, revendiquer une formation professionnelle initiale et continue de qualité et qualifiante.

Occitanie : les entreprises ne demandent pas plus d'apprentis

Selon une étude du CARIF-OREF Occitanie, publiée en septembre 2020, seulement 45 % des entreprises ayant répondu à l'enquête envisagent d'embaucher un apprenti dans les 6 prochains mois. Le frein principal à l'embauche étant le manque de visibilité sur l'activité dans l'avenir... Autrement dit, la possibilité pour un jeune d'obtenir une formation professionnelle initiale par la voie de l'Apprentissage dépend, et cela malgré le milliard d'euro mis sur la table par le gouvernement, de l'activité des entreprises. C'est bien là l'une des absurdités du système : la nécessité d'une telle formation est d'autant plus importante en période de crise !

L'apport utile des Instituts d'histoire CGT



*« L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent ; elle compromet, dans le présent, l'action même »
(Apologie pour l'histoire, Marc Bloch, 1949).*

L'actualité ne cesse de démontrer que la connaissance de l'histoire sociale et syndicale constitue un enjeu politique important. L'effacement des luttes sociales et de l'histoire du mouvement ouvrier dans les programmes scolaires, le dénigrement systématique des organisations syndicales et démocratiques taxées d'archaïsme, sont autant d'exemples qui doivent nous inciter à favoriser la vie et l'activité des Instituts d'histoire sociale dans les départements comme au niveau régional. C'est avec cet état d'esprit et en plein accord avec le Comité Régional CGT que nous souhaitons nous adresser aux responsables des Unions départementales, des Unions Locales et des syndicats CGT - leur appui nous est indispensable - pour inviter de nouveaux militants à prendre part à ce travail d'histoire, partie intégrante de l'activité syndicale CGT.

Dans nos organisations, nous connaissons tous des syndiqués actifs ou retraités, plus ou moins disponibles mais souvent passionnés par l'histoire du mouvement social et syndical, par celle de leur propre entreprise ou secteur de travail.

Des militants attachés aussi à la protection des archives syndicales. Ils peuvent devenir des passeurs d'histoire sociale et des formateurs fort utiles pour l'action syndicale d'aujourd'hui. Convions les à s'inscrire dans l'activité des Instituts départementaux d'histoire sociale (IDHS) implantés dans les départements. Il en est de même pour l'Institut régional d'histoire sociale (IRHS) dont la mission en coopération avec les IDHS vise à coordonner et mettre sur pied des initiatives régionales. L'Institut régional édite régulièrement la revue trimestrielle « Repères » largement reconnue aujourd'hui par les historiens et appréciée par les syndicalistes qui y sont abonnés. « Repères » publie des contributions et documents d'histoire régionale et ses pages sont ouvertes chaque trimestre aux articles, initiatives, travaux des différents IDHS.

Afin d'examiner au mieux avec les directions des UD et des syndicats CGT les moyens de renforcer l'activité des instituts et assurer un plus large rayonnement à la diffusion de « Repères », nous sommes à votre disposition pour toute rencontre et échange.

Alain Raynal
président de l'IRHS-CGT Midi-Pyrénées

Pour nous joindre.

Pour se renseigner, adhérer, pour s'abonner individuellement ou collectivement à « Repères » :

- **Alain Raynal** (IRHS Midi-Pyrénées) : alainraynal@wanadoo.fr
- **Jean-Pierre Barboni** (IDHS Haute-Garonne) : barboni.jp@wanadoo.fr
- **Christian Zullo** (IDHS Tarn) : czullo@laposte.net
- **Jean-Luc Ambrosini** (IDHS Hautes-Pyrénées) : jlapili@wanadoo.fr
- **Danielle Renault** (IDHS Gers) : danielle.renault32@orange.fr
- **Philippe Leclerc** (Ariège) : philippe.leclerc01@orange.fr
- **Jean Saltarel** (Tarn-et-Garonne) : jeansaltarel@wanadoo.fr

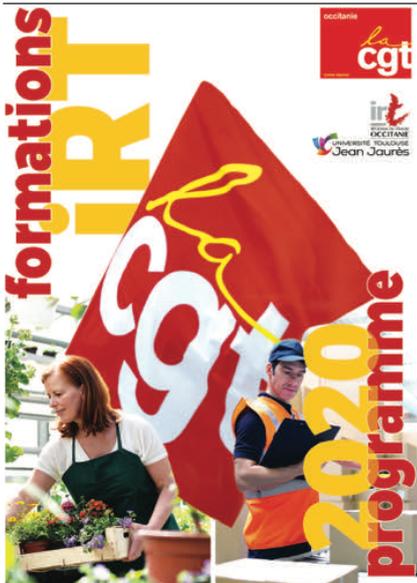
www.irhs-midi-pyrénées.com

Retourvez sur notre site :

- Les « Repères »,
- Un agenda d'initiatives régionales et départementales,
- Des publications,
- Les informations utiles...

« L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir. »

Jean Jaurès
(Discours à la jeunesse. 1903 Lycée d'Albi)



L'IRT, petit tour d'horizon

L'institut Régional du Travail (rattaché à l'Université Jean Jaurès de Toulouse), créé en 2003 par les organisations CGT, FO, CFDT de Midi-Pyrénées s'est élargi à la Région Occitanie en 2016.

Depuis, des centaines de journées de formation ont été mises à la disposition des militantes et militants de la CGT et le bilan est unanime sur la qualité des formations et actions délivrées. L'IRT un outil précieux pour les militants de la CGT.

Un outil dont chacune et chacun des militants devrait se servir car au-delà des formations syndicales dispensées par nos organisations, l'IRT nous ouvre l'occasion d'un partenariat unique entre le monde universitaire et le monde du travail.

Aussi, les formations proposées dans le cadre de l'IRT n'ont pas vocation à dupliquer les thèmes ou contenus des diverses formations dispensées par la CGT, elles visent à éclairer des sujets d'actualité et des questions de société. Les thèmes et contenus des stages IRT proposés à nos militants, sont définis collectivement par les Unions Départementales à partir des besoins militants qu'elles expriment. Nous avons l'ambition de permettre ainsi à toutes et tous ceux qui le désirent de compléter

les acquis de leur expérience tirée de leur engagement, par un enseignement universitaire. Certes pour qu'ils, elles puissent exercer efficacement leur mandat dans un environnement de plus en plus complexe mais aussi enrichir, prolonger leurs réflexions, leur connaissance et donc leur esprit critique.

Sur chaque sujet, l'IRT apporte des formations de haut niveau avec l'apport croisé d'intervenants universitaires, chercheurs et de syndicalistes CGT ou de représentants d'institutions. Au regard des objectifs du Comité régional en terme de formation, l'IRT sur le territoire Occitanie constitue un atout considérable pour notre organisation.

En 2020, la crise de la Covid nous impacte fortement et des formations n'ont pu se tenir. Toutefois depuis le début septembre l'activité a repris sur Toulouse et Montpellier et malgré quelques difficultés d'organisation induites par les règles sanitaires à respecter, les stages se déroulent avec une bonne participation. Il est à noter que l'objectif décidé lors de notre conférence régionale de travailler à décentraliser des stages hors Toulouse est en bonne voie.

Nous avons, lors de notre conférence régionale à Carcassonne pointé la question de la « politique des cadres » et notamment de soutien à la

reconversion de nos militants. L'IRT Jean Jaurès c'est aussi un centre de ressources sur la VAE militante pour les syndicalistes, les bénévoles associatifs.

La VAE est un outil pour valoriser l'expérience militante, pour évoluer dans la trajectoire militante, progresser sur le plan professionnel ou bien reprendre des études. L'IRT a mis en place un accompagnement social unique et gratuit dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil Régional, la DIRECCTE, les acteurs opérationnels de la VAE sur le territoire - dont les Espaces Conseil VAE - et les financeurs de la démarche VAE. Ce centre ressource est un soutien précieux pour toutes celles et ceux de nos militants qui désirent s'engager dans une démarche VAEM.

Les stages de fin d'année ont encore des places disponibles, et vous pouvez vous inscrire auprès de votre Union Départementale.

Les deux prochains stages :

Actualité de la lutte des classes, démarche revendicative de la CGT.
les 26, 27 octobre 2020, Toulouse

Les ressorts de l'engagement syndical.
les 23 et 24 novembre 2020.

Bourse du travail de Béziers



« Le maire de Béziers contraint de reculer! »

Par courrier en date du 30 septembre 2020, Robert MENARD, Maire de Béziers, sursoit à sa décision de délocaliser la police municipale en lieu et place des Organisations Syndicales sises à la Bourse du travail, 57, Boulevard Frédéric Mistral.

Ce courrier fait état de ce que tout le monde savait déjà, que le bâtiment n'était pas adapté à moins d'un investissement conséquent, certainement trop conséquent pour la cible politique et symbolique visée par le Maire de Béziers.

En même temps, il a été dans l'obligation de mesurer le niveau de la mobilisation unitaire contre son projet de mettre à la rue les organisations syndicales dans une période sociale particulièrement dramatique pour les citoyens et les salariés du grand Biterrois.

La CGT se félicite de l'analyse du Maire dans le courrier du 30 septembre

concernant la vétusté du bâtiment et en partant de ce constat demande la mise en place rapide d'un véritable programme de rénovation de la Bourse du Travail.

Cette opération permettrait de pérenniser un bâtiment historique et emblématique de la ville de Béziers tout en améliorant les conditions d'accueil des salariés et celui des militants syndicaux qui œuvrent bénévolement et quotidiennement auprès des plus fragiles. A titre d'exemple, dans le contexte sanitaire actuel, la précarité et le chômage, ont explosé sur notre territoire, entraînant de fait une accélération sans précédent de la pauvreté dans un territoire déjà sinistré de ce point de vue.

Dans ce cadre, la responsabilité du syndicalisme est très importante pour débattre et argumenter afin de mettre les salariés en garde contre l'impoture sociale et le rejet de l'autre portée par l'extrême droite, comme une manière d'occulter leur incapacité à tracer des

perspectives d'avenir et de justice sociale. En ce sens, le maintien d'une Bourse du travail à Béziers est une victoire contre la répression antisyndicale et la volonté de beaucoup d'élus locaux, notamment d'extrême-droite de bâillonner l'ensemble du monde syndical au travers des attaques contre les Bourses du travail.

L'histoire sociale est ainsi jalonnée par des conquêtes sociales qui n'auraient jamais vu le jour sans des actions organisées par un puissant mouvement syndical, le plus souvent à partir des Bourses du Travail.

Défendre ces biens communs, c'est l'affaire de toutes et de tous!

La CGT remercie l'ensemble des citoyens ainsi que leurs adhérents qui ont soutenu ce combat légitime. Elle reste et restera mobilisée concernant l'avenir de la Bourse du travail et le combat contre la répression syndicale.

A Béziers, le lundi 12 octobre 2020.





Le 68^e CONGRES de l'UD 66 s'est déroulé les jeudi 8 et vendredi 9 octobre 2020, à THUIR.

Les 150 délégués présents, représentant l'ensemble des syndicats des Pyrénées Orientales, ont débattu pendant deux jours et ont élu **Julien BERTHELEMY** comme Secrétaire général de l'UD66.

Gageons que, en tant que cheminot et conducteur du Train Jaune, il mènera la CGT 66 sur les rails de la lutte et de la reconquête sociale.

Félicitations et bonne route !!!



Tourisme Loisirs Culture Occitanie

réseau ANCAV-SC



- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour un **Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (Locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **à tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale
- **Tarifs collectivités** Locations, villages vacances
- réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**



Midi-Pyrénées

3, rue Merly - 31000 Toulouse
www.tlcmp.fr • Tél. 05 61 29 83 29

Languedoc-Roussillon

83 rue André Le Nôtre
Bât. Actipolis A3 Ville Active - 30900 Nîmes
<http://tourismeloisirslr.com> • Tél. 04 66 67 29 20

